

De Tanger à Melilla, des mineurs candidats au départ

Le nord du Maroc est une porte vers l'Europe depuis longtemps. Parmi les candidats à l'immigration, on trouve de nombreux enfants et adolescents.

En surplomb de la lagune, la forêt de Gourougou a longtemps été une destination de pique-nique prisée par les habitants de Nador, dans le nord du Maroc. Depuis le début des années 2000, elle est devenue le refuge des candidats à l'immigration clandestine. La ville la plus importante du Rif se trouve à 16 kilomètres de l'enclave espagnole de Melilla. Dans les sous-bois de Gourougou, les migrants, originaires en majorité d'Afrique subsaharienne, vivent dans des campements précaires avec l'espoir de franchir les barrières grillagées qui les séparent de Melilla ou de tenter l'aventure par voie maritime. Tout au long de l'année, ils sont traqués par les autorités marocaines, arrêtés puis expulsés. Mais Nador n'abrite pas seulement des migrants subsahariens. C'est aussi la destination de centaines d'enfants venus de tout le Maroc

pour traverser la Méditerranée. «Depuis quelques années, nous avons constaté une recrudescence du phénomène des mineurs non accompagnés. Ils sont partout : dans la ville, mais également près du port de Beni Ensar, l'imitrophe de Melilla. A cause de la pandémie du Covid-19, les autorités ont mené des rafles. Les enfants ont été placés dans un internat d'un lycée à Beni Chiker», décrit Omar Naji, vice-président de la section Nador de l'Association marocaine des droits humains (AMDH), qui suit ce dossier depuis des années.

Selon lui, ces passages relèvent davantage d'initiatives personnelles que de filières organisées. «Une bonne partie de ces enfants viennent d'abandonner l'école. Ce phénomène est intimement lié à la crise de l'école marocaine», ajoute-t-il.

OPPORTUNITÉ

Elle alerte aussi sur les mineurs qui meurent en essayant de passer la frontière, cachés sous des camions de marchandises ou dans les «coins» des bateaux. Ils vivent dans les rues, mendient en attendant

l'opportunité de passer de l'autre côté. «La gare maritime leur est difficile d'accès puisqu'elle a été entourée d'un grillage et est surveillée par des gardiens. Les mineurs ne peuvent la gagner qu'à la nage. Certains perdent la vie en essayant», souligne Omar Naji. Ils pensent que leur avenir sera meilleur ailleurs. Alors qu'à Melilla, le centre d'accueil des mineurs est plein à craquer. Ils peuvent rester bloqués des années sans pouvoir passer en Europe.» Tandis que les uns essaient de passer en se cachant sous des camions et des autobus, les autres embarquent dans les Zodiacs avec les adultes.

Il y a aussi, parmi les enfants migrants, ceux dont les parents habitent dans les alentours des enclaves, à Nador pour Melilla et à Tétouan pour Ceuta. Ils n'ont qu'à montrer leur passeport, sans visa, pour accéder aux petits morceaux de territoires espagnols sur le continent africain. Pour eux, la première étape de la traversée est facilitée. L'Europe tant fantasmée semble alors à portée de main.

Le phénomène de la migration des mineurs non accompagnés n'est pas nouveau. En 2005, l'Unicef avait rendu public un premier rapport,

«Nouveau visage de la migration: les mineurs non accompagnés». On y apprenait que «la migration des mineurs commence à avoir lieu vers le milieu des années 90. Les premières destinations choisies par les mineurs sont la France et la Belgique. Ce nouveau phénomène s'est consolidé vers la fin des années 90 et les trois premières années 2000». A ces destinations s'ajoutent désormais les Pays-Bas. Tanger et Nador étaient les lieux de passage les plus prisés par les mineurs, en plus de Casablanca et Tarfaya pour les îles Canaries. Ils le sont restés.

«RISQUES»

Dans la pointe nord-ouest du pays, les mineurs privilégient le passage par le port de Tanger. Ceux qui rentrent à Ceuta cherchent à embarquer dans les bateaux qui relient l'enclave à Algésiras, sur le continent européen. «Ils viennent de tout le Maroc, des milieux ruraux et des périphéries des grandes villes. Mais en attendant de réaliser leurs projets, ils vivent dans la rue avec ce que cela comporte comme risques de violence et d'agressions sexuelles», explique le président de l'Observatoire du Nord pour les droits de l'homme, Mohamed ben Aïssa. Ils traînent pour la plupart un passif difficile fait de précarité et de violence.» Un lourd bagage qu'ils amènent avec eux en Europe.

YOUNES BAAMRANI
(à Casablanca)

A voir aussi sur Libération.fr notre infographie sur les mineurs isolés en France.



A Paris, une «école des sans-école» à bout de bras de bénévoles

Une association du XII^e arrondissement accompagne des mineurs isolés pour qu'ils puissent être scolarisés.

Ils sont par petits groupes de huit, des garçons surtout. Ils parlent très peu, disciplinés. Les yeux ouverts comme des billes. Comme Mody, 17 ans, qui n'a pas levé la tête de son cahier pendant quasiment une heure, concentré sur sa dictée de mots se terminant par le son «o». Bateau, gâteau, têt. Chaud. Il n'est jamais allé à l'école. Arrivé en France il y a un an, il s'est retrouvé seul, à errer dans la rue pendant plusieurs mois avant d'être hébergé dans un hôtel par Médecins sans frontières. Depuis quelques semaines, la journée, il vient ici, dans cette «école», hors des radars de l'Education nationale. Sur chacune des portes du couloir, cette même feuille scotchée: «L'école des sans-école.»

Liste d'attente

Deux pièces étroites font office de salles de classe. Parfois un groupe d'élèves installe aussi cinq à six tables dans le grand hall, comme il y a dix jours, pour un cours de mathématiques. Nous sommes au Ground Control, un lieu parisien bobo à souhait dans le XII^e arrondissement. «Le seul endroit où l'on a bien voulu de nous», dit Sylvain Perrier, à la pause cigarette

du matin. Consultant pour les directions de grandes entreprises, le quadra, qui ne travaille que quelques jours par mois, a monté cette association «Droit à l'école» il y a deux ans, sans aide des pouvoirs publics: du lundi au samedi inclus, une cinquantaine d'adolescents entre 15 et 18 ans, migrants, viennent suivre des cours de français, maths, SVT et anglais. Ils pourraient être bien plus: la liste d'attente déborde. «Les associations nous envoient les plus âgés, ceux pour qui le temps est encore plus

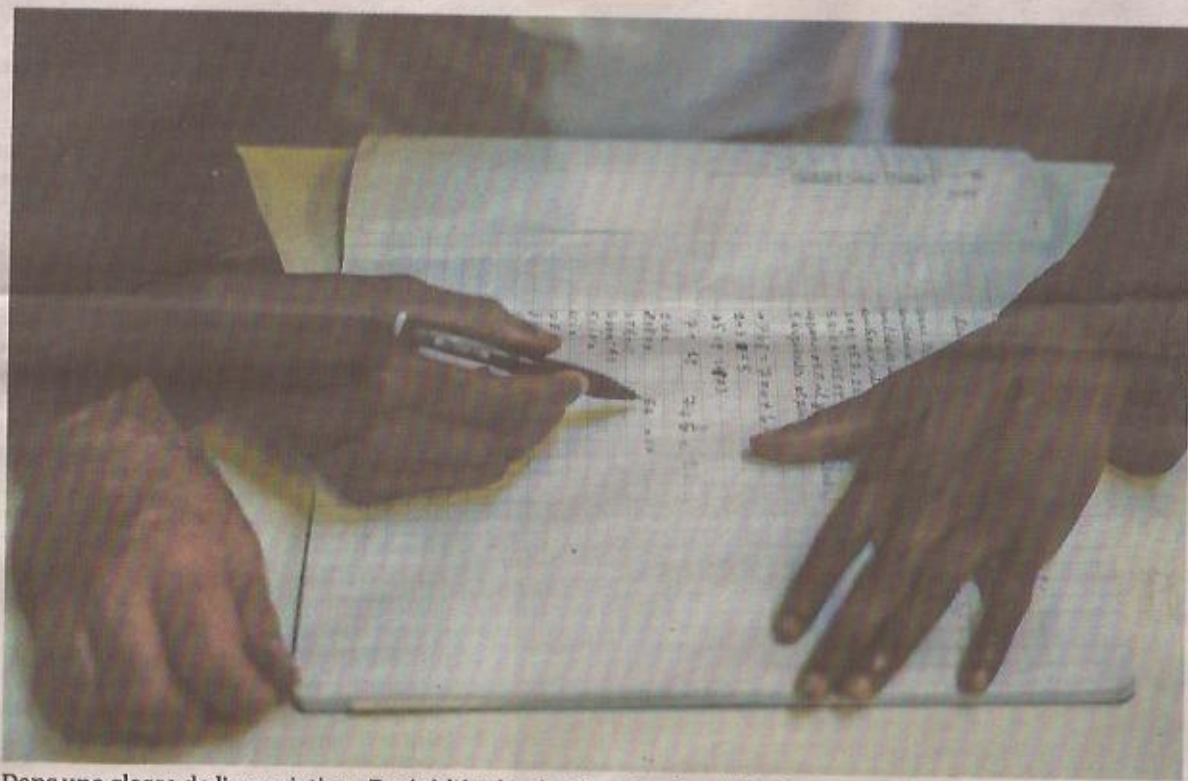
compté.» A 18 ans, s'ils n'ont pas intégré un cursus de l'Education nationale, ils seront expulsables. «Allez, on s'en fait un dernier avant la pause déjeuner? 11-8+ quelque chose...» Dans son élan, Stéphane Laplanche, un artiste peintre dans le rôle du prof (et président de l'asso), écrit sur la table de Kabine, 16 ans, comme si c'était un tableau. «Je me suis un peu emballé...» Devant lui, l'ado aligne des stylos pour s'aider, très concentré. Sur les murs, les emplois du temps sont affichés pour les quatre grou-

pes de niveaux, aux noms d'équipes de foot. Les «Nice» sont les plus avancés - notamment des Afghans, qui souvent excellent en maths mais galèrent en français. Viennent ensuite les «Brésil», et les «Marseille», en niveaux intermédiaires. Quant aux «Toulouse», la plupart d'entre eux n'ont jamais mis un pied dans une classe. En ce moment, ce sont surtout des Maliens. Tous partagent cette envie «viscérale» d'apprendre, comme le dit Rafaëlle, 55 ans, prof de fac et bénévole depuis peu. «Jamais dans ma

vie d'enseignante, je n'avais ressenti une telle soif d'apprendre, c'est incroyable.»

«Responsabilité»

Banna, 18 ans depuis une semaine, revient rendre visite. Depuis la rentrée, il est au lycée à Paris, dans une classe pour élèves nouvellement arrivés en France (UPE2A). Sous sa capuche et derrière son masque, il dit juste: «Cette école m'a sauvé.» Sylvain Perrier: «Notre objectif, c'est de les scolariser dans le système classique. Cette école ne devrait pas exister.» Début septem-



Dans une classe de l'association «Droit à l'école», le 24 septembre à Paris. PHOTO ALBERT FACELLY

bre, l'association est parvenue, «à force de se battre», à en intégrer 35 dans des écoles à Paris, moitié publiques, moitié privées. «Ils s'en sortent tous hyper bien, dit-il. Et on continue de les suivre.»

Dans les textes, n'importe quel enfant en France peut être scolarisé, sans conditions. Dans les faits, c'est une autre histoire. «Comment voulez-vous qu'un établissement prenne la responsabilité d'un ado qui dort seul la nuit dans un parc?» Ce projet d'«école» parallèle est né comme ça, «en attendant». «J'en héberge chez moi, je ne savais pas quoi faire pour les occuper la journée et éviter qu'ils traînent dehors», raconte Sylvain Perrier. De fil en aiguille se tricote ce projet d'une «école des sans-école», qui tourne avec un bataillon de 50 bénévoles: un médecin à la retraite, un artiste peintre, un as en système d'information... Le midi, ils organisent une «cantine» avec un budget d'1 euro par jeune. «On est des experts pour manger pas cher. 3,90 euros les 10 baguettes. Du thon et beaucoup de mayonnaise», rit Sylvain, à la recherche du stock de quatre-quarts du goûter.

Dans la classe du fond, Rafaëlle, enseignante à la faculté de susciter leur parole, pour «leur permettre de se ré-approprier leur existence souvent niée». Mafing, 17 ans, a écrit ce poème, qu'il lit à haute voix: «La vie est un délice. Lorsqu'elle nous caresse avec douceur, nous la dévorons avec férocité. La vie est simple et compliquée à la fois. Je la regarde au loin, elle semble courte, c'est pourquoi je veux la vivre intensément, et jusqu'à l'infini.» L'enseignante: «Je peux le recopier? Je voudrais faire un recueil.»

MARIE PIQUEMAL

Dans les grandes villes, une situation tendue

En l'absence de prise en charge par l'Aide sociale à l'enfance, certains mineurs non accompagnés se retrouvent en situation de délinquance.

«**C'**est une question importante, vieille et qu'il nous faut résoudre», assurait dimanche le ministre de l'Intérieur, Gérard Darmanin, sur Europe 1, alors que la question, sensible, des mineurs non accompagnés (MNA) n'a pas manqué d'être mise en avant après l'attaque au hachoir, le 25 septembre, devant les ex-locaux de *Charlie Hebdo*, par un Pakistanais qui avait menti sur son âge lors de son arrivée en France en août 2018. La présence en France de mineurs migrants pris en charge par les services départementaux de l'Aide sociale à

l'enfance (ASE) a bondi depuis les années 2000. «264 MNA étaient recensés en 1999, 1077 en 2001, 2 500 en 2004 et plus de 10 000 à partir de 2015», énumère un spécialiste en charge du dossier à l'Assemblée des départements. La succession de crises n'explique pas tout selon lui : «Depuis 2015, ces chiffres dépendent moins du contexte géopolitique que des filières qui abusent de ces jeunes.»

Afflux. La tendance s'accélère. Le nombre de MNA a triplé entre 2016 et 2018. L'an passé, 16 760 mineurs isolés ont été pris en charge par l'ASE «à hauteur de 50 000 euros par mineur et par an, couvrant le logement, la nourriture, les frais d'éducation et de formation», dit-on à l'Assemblée des départements. Au total, ils sont quelque 40 000 MNA dont le statut a été reconnu par la France. Un rapport du ministère de la Justice paru en mai estime que 61% d'entre eux viennent de Guinée, du Mali et de Côte-d'Ivoire, contre 10,6% du Maghreb.

Face à cet afflux d'enfants, les départements, en charge de l'accueil, et les villes, qui doivent trouver des solutions d'hébergement, se renvoient la balle. D'autant que la majorité d'entre eux ne sont pas pris en charge par l'ASE et se retrouvent livrés à eux-mêmes. «Seuls 30 à 40% bénéficient d'une aide de l'Etat et des départements», estime Pierre Henry, ex-directeur de l'association France Terre d'asile. Qui évoque aussi la dérive de jeunes «déjà en situation de délinquance avant leur arrivée en France», et absolument pas «représentatifs de la majorité des enfants migrants».

Des élus chargés de la sécurité de grandes villes françaises ne disent pas autre chose, mais ont noté, comme à Rennes ou à Montpellier, «entre deux ou trois fois plus de MNA» cet été, pour la plupart sans protection de l'ASE. Et une recrudescence de la petite délinquance, exacerbée, selon eux, par le confinement, sur fond de trafics (stupés, recel, trafic d'êtres humains) en expansion. A Bordeaux, où des at-

taques au couteau ont suscité une vive inquiétude cet été, Amine Smihi, adjoint en charge de la sécurité, n'hésite pas à parler «d'esclavage à la *Oliver Twist*».

«Minorité». «On a noté des vols à la tire et des agressions commis par des jeunes mineurs isolés en errance, de plus en plus nombreux», constate de son côté Lenaïc Briero, adjointe au maire de Rennes à la sécurité. «Des petits larcins mais aussi des cas liés au trafic de drogue» qui ont poussé la ville à demander 38 policiers en renfort. «Ce sont principalement des faits de vol d'une petite minorité, vol en réunion et quelques violences avec arme blanche», confirme Sébastien Cote, adjoint sécurité de Montpellier. Avec l'arrivée d'une municipalité de la même couleur politique que le département (PS), il table sur une meilleure coordination pour créer «une structure dédiée» et un accompagnement «sérieux».

STELLA BANDINU

la tête de son cancer pendant quasiment une heure, «Les associations nous en- très concentré. Sur les murs, dre, comme le dit Rafaëlle. | scolariser dans le système clas- | d'une «école des sans-école»